

Point de Presse du Conseil d'Etat

24 mars 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Genève, le Tessin et le Valais sollicitent de nouveaux instruments pour sanctionner le non-respect des contrats types de travail	4
Région transfrontalière	5
Harmonisation des données cartographiques du canton de Genève avec la France	5
Genève	6
Déjeuner de travail avec le Bureau du Grand Conseil	6
Décès de M. Ernst Bollinger, ancien chef de l'information du canton de Genève	6
100 nouveaux logements à Lancy	6
Renforcement du contrôle des entreprises actives sur des marchés publics	7
Garantie de l'Etat à l'achat de trente-deux tramways par les Transports publics genevois	7
Mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt pour la protection de la nature	7
Réaménagement du bastion de Saint-Antoine	8
Report des élections des magistrats communaux à Corsier	8
Projets de loi et de règlement soumis au contrôle formel de la chancellerie d'Etat	9
Nominations	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève, le Tessin et le Valais sollicitent de nouveaux instruments pour sanctionner le non-respect des contrats types de travail

Les cantons de Genève, du Tessin et du Valais ont écrit un courrier conjoint au conseiller fédéral M. Johann Schneider-Ammann, chef du Département fédéral de l'économie, en vue de renforcer les instruments de lutte contre la sous-enchère salariale. Ils demandent au Conseil fédéral d'envisager une modification du Code des obligations afin de sanctionner le non-respect des contrats-types de travail (CTT).

Les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes prévoient essentiellement deux instruments de lutte contre la sous-enchère salariale : l'extension facilitée de conventions collectives de travail (CCT) et l'édiction, par l'autorité politique, de contrats-types de travail (CTT) avec salaires minimaux impératifs dans des secteurs peu organisés et soumis à une forte pression sur les salaires.

Le respect des CCT étendues peut être imposé par une large palette de sanctions à disposition des autorités de surveillance, en particulier des commissions paritaires ou des organes cantonaux de régulation du marché du travail. A l'inverse, aucune base légale ne permet à ce jour aux autorités cantonales de sanctionner le non-respect des salaires minimaux prévus dans un CTT.

Les cantons de Genève, du Tessin et du Valais sont les premiers cantons à avoir édicté des CTT avec salaire minimum impératif. Ils ont déjà rencontré des représentants du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) en septembre 2009 à ce sujet et ont fait part des difficultés à imposer le respect de ces CTT sans base légale pour sanctionner les contrevenants. Le Conseil fédéral ayant lui aussi approuvé, en octobre 2010, un CTT imposant des salaires minimaux obligatoires pour les travailleurs de l'économie domestique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011, une base légale prévoyant de possibles sanctions devient aujourd'hui indispensable.

Le canton de Genève dispose de six CTT, dont deux avec salaires minimaux impératifs : l'un pour les travailleuses et travailleurs de l'économie domestique et l'autre pour les travailleuses et travailleurs du secteur de l'esthétique. Ces contrats-types sont consultables sur Internet : <http://www.ge.ch/rerelations-travail>.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Région transfrontalière

Harmonisation des données cartographiques du canton de Genève avec la France

Le Conseil d'Etat a décidé d'adopter le nouveau système de référence géodésique suisse qui a été rénové et rattaché au cadre de référence européen afin de pouvoir bénéficier pleinement des avantages de la technologie GPS pour tous les travaux de relevé cartographique et de mensuration officielle. Ce nouveau système, appelé « cadre de référence MN95 », garantit l'échange de données cartographiques avec les pays voisins ou encore intègre des données dans des systèmes globaux tels que *Google Earth* ou *Maps*.

Il se base sur la mensuration nationale réalisée par l'Office fédéral de topographie en 1995 et doit, à teneur de l'ordonnance sur la géo-information du 1^{er} janvier 2011, remplacer d'ici à 2016, partout en Suisse, le cadre de référence actuel qui date de 1903.

Avec plus de 100 kilomètres de frontière commune avec la France et la construction progressive du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, le canton de Genève a en effet tout intérêt à disposer le plus rapidement possible d'un système de référence compatible avec les standards européens. De son côté, la France a déjà converti l'ensemble de ses géo-données. Dès lors, le nouveau système sera adopté par le canton sans attendre.

La mise en œuvre opérationnelle du changement du système de référence est confiée au service de l'organisation et des systèmes d'information (SOSI) du département de l'intérieur et de la mobilité, centre de compétence du système d'information du territoire genevois (SITG).

Pour toute information complémentaire : M. François Mumenthaler, directeur du service organisation et systèmes d'information, DIM, ☎ 022 546 72 73.

Déjeuner de travail avec le Bureau du Grand Conseil

Le Conseil d'Etat a rencontré le Bureau du Grand Conseil lors d'un déjeuner de travail. Les sujets suivants ont notamment été abordés : le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois et la création du Bureau interparlementaire de coordination avec siège à Genève.

Décès de M. Ernst Bollinger, ancien chef de l'information du canton de Genève

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à Mme Cornélia Bollinger suite au décès de son mari, M. Ernst Bollinger, qui fut chef de l'information du canton de Genève de 1987 à 1993. Durant ses années à la chancellerie, M. Ernst Bollinger a mis au service de l'Etat ses compétences et connaissances unanimement reconnues dans le domaine des médias et a su dynamiser la communication gouvernementale.

100 nouveaux logements à Lancy



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) à Lancy, prévoyant la construction de deux immeubles de six niveaux représentant quelque 100 logements et 350 m² d'activités, ainsi qu'un parking souterrain d'environ 100 places de stationnement à l'usage des habitants et des visiteurs. Délimité par le chemin Daniel-Ihly, le chemin des Tattes-Brûlées et le chemin du Bac, ce PLQ porte sur douze parcelles situées en zone de développement 3 et totalisant 7903 m² de superficie.

L'implantation des constructions projetées permet la conservation d'un espace en pleine terre au centre du périmètre. Le projet prévoit également de créer des espaces publics de différentes natures : deux espaces publics au sud et au nord du périmètre, le long des chemins Daniel-Ihly et des Tattes-Brûlées, ainsi qu'un espace destiné à l'aménagement d'un parc à l'est des constructions.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du plan directeur de quartier approuvé le 10 janvier 2007, a été préavisé favorablement par le Conseil municipal de la commune de Lancy le 30 septembre 2010 et n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la *Feuille d'avis officielle* (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève : http://etat.geneve.ch/dt/amenagement/plans_adoptes-691.html.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Renforcement du contrôle des entreprises actives sur des marchés publics

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement sur la passation des marchés publics](#) (RMP) permettant de simplifier et de sécuriser la procédure de contrôle des conditions de travail pratiquées au sein des entreprises adjudicatrices ainsi que de leurs sous-traitants. Cette modification vise à renforcer le respect des conditions de travail en usage, y compris dans le cadre de la sous-traitance.

Le nouvel article 20 du RMP améliorera la collaboration entre les autorités adjudicatrices et l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) en instituant au profit de ce dernier une obligation de lui communiquer, à sa demande, les listes de tous les prestataires actifs sur des marchés publics, y compris les entreprises sous-traitantes.

De son côté, l'OCIRT a d'ores et déjà mis en place une nouvelle procédure interne incluant la communication, en ligne et en temps réel aux autorités concernées, de la liste des entreprises ne respectant pas les conditions de travail locales.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Garantie de l'Etat à l'achat de trente-deux tramways par les Transports publics genevois

Le Conseil d'Etat a autorisé les Transports publics genevois (TPG) à emprunter la somme de 50 millions de francs, montant destiné au paiement d'un deuxième acompte à valoir sur l'achat de 32 trams devant assurer, dès décembre 2011, la desserte de la nouvelle ligne du TCOB (tramway Cornavin-Onex-Bernex).

Le Conseil d'Etat a en outre approuvé un cautionnement simple à hauteur de 60 millions de francs (le montant de l'emprunt auquel s'ajoutent trois années d'intérêts) pour garantir les obligations des TPG dans le cadre du financement de cet achat. Cet arrêté a été pris conformément aux articles 5 à 9 de la [loi relative à la ratification du contrat de prestations 2011-2014 entre l'Etat de Genève et l'entreprise des Transports publics genevois \(TPG\)](#) votée le 10 décembre dernier par le Grand Conseil.

Pour toute information complémentaire: M. David Favre, secrétaire général adjoint en charge de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt pour la protection de la nature

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté interdisant de pénétrer dans des secteurs dignes d'intérêt au titre de la protection de la nature. Les mesures dites « de mise à ban » visent à protéger les habitats sensibles des espèces rares ou menacées de la faune et de la flore, notamment pour faciliter leur reproduction et leur épanouissement.

Certains secteurs mis à ban en 2010 ayant été déclarés depuis lors « réserves naturelles » (voir [point de presse du 3 février 2011](#)), la mise à ban temporaire s'applique pour 2011 aux sites suivants : le Moulin de Vert (Cartigny), l'embouchure du Chambet dans la Seymaz (Choulex ; photo : marais de la Haute-Seymaz), ainsi qu'aux Prés de l'Oie et Rouelbeau (Meinier).



Ces dispositions ont été prises en accord avec les milieux associatifs concernés représentés au sein de la sous-commission des sites et des biotopes de la commission consultative de la diversité biologique.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Réaménagement du bastion de Saint-Antoine

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur le réaménagement complet du bastion de Saint-Antoine, situé en ville de Genève, à l'angle des rues Charles-Galland et Théodore-de-Bèze.

Le site est actuellement fermé au public en raison de l'état sanitaire préoccupant des arbres et de la hauteur insuffisante des murs d'enceinte qui ne répond plus aux normes actuelles et constitue un danger pour le public.

Le projet de réaménagement comprend plusieurs phases, à savoir l'abattage des arbres existants, le nivellement et l'abaissement du niveau général du sol, la replantation d'arbres de différentes essences ainsi que la pose d'un nouveau revêtement.

L'abaissement du sol favorisera une unité avec l'Esplanade de St-Antoine implantée, au même niveau. Les nouveaux arbres reprendront la même trame que celle de l'Esplanade et le traitement du sol, en gravier concassé naturel, s'accordera également avec celle-ci. Le site comportera enfin un centre de tri enterré pour en améliorer son intégration.

Le projet du site du bastion de Saint-Antoine a obtenu une préavis favorable de la commission des monuments, de la nature et des sites en date du 3 novembre 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Hugo Kehrli, responsable de région à la direction des autorisations de construire, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 64 32.

Report des élections des magistrats communaux à Corsier



Le Conseil d'Etat a décidé de reporter l'élection du maire et des adjoints de la commune de Corsier prévue initialement le 17 avril 2011. En effet, par arrêt du 17 mars 2011, la Chambre administrative de la Cour de justice a annulé l'élection du Conseil municipal de la commune de Corsier du dimanche 13 mars 2011.

Les nouvelles dates des élections des autorités communales de Corsier seront fixées ultérieurement. Selon la [loi sur l'exercice des droits politiques](#), l'élection des magistrats communaux a lieu cinq semaines après celle des conseillers municipaux.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Projets de loi et de règlement soumis au contrôle formel de la chancellerie d'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté des prescriptions visant à soumettre les projets de loi ou de règlement au contrôle préalable de la chancellerie d'Etat. En application des nouvelles règles, tout projet de loi ou de règlement fait l'objet d'un contrôle de conformité au droit supérieur avant son dépôt en vue de son examen par le gouvernement.

Une fois inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'Etat, la chancellerie d'Etat veille au contrôle formel du texte et le corrige eu égard au respect des règles légistiques (clarté, style, structure de l'acte, conformité des références aux normes, etc.). Le projet de loi ou de règlement, revu et corrigé, est mis à disposition du collège gouvernemental huit jours avant sa séance.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nominations

Nouveaux membres de la commission consultative cantonale pour l'aménagement du territoire

Le Conseil d'Etat a désigné trois nouveaux membres au sein de la commission consultative cantonale pour l'aménagement du territoire (CAT), pour la période allant du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2014.

Il s'agit de MM. Luc Malnati, proposé par l'Association des communes genevoises (ACG), Stéphane Florey, vice-président de la commission d'aménagement du canton, et Bertrand Buchs, vice-président de la commission des affaires communales, régionales et internationales.

La commission consultative cantonale pour l'aménagement du territoire est présidée par M. Mark Muller, conseiller d'Etat chargé du département de constructions et des technologies de l'information (DCTI).

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Trottet, chef de projet, office de l'urbanisme, DCTI,
☎ 022 546 73 57.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 mars 10h30	Relief Magnin : les nouvelles technologies révèlent un chef d'œuvre d'une précision remarquable	Maison Tavel 6, rue du Puits-Saint-Pierre	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
7 avril 10h00	Présentation du compte 2010 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07
2 mai 14h00	Carré Vert, point de situation sur l'assainissement du site et visite de chantier	Site Carré Vert (à préciser)	DSPE DCTI VGe	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25
9 mai 10h30	Gestion des dangers naturels : risques liés aux crues	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
19 mai 11h00	Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance	Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
31 mai 10h30	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14